



Communiqué de l'Union Syndicale SUD du Groupe Renault du 22 avril 2021

AG des actionnaires de Renault : Ce ne sont pas aux marchés financiers de dicter leur loi

En cette veille d'Assemblée Générale annuelle des actionnaires de Renault, la direction de Renault promet de générer des milliards de chiffre d'affaires en France grâce à de nouvelles technologies et énergies. En attendant, Renault ferme des usines et supprime des milliers d'emplois.

Le nouveau Directeur Général de Renault, Luca De Meo proclame que « *Le cœur d'une boîte automobile est l'ingénierie* », mais il veut supprimer 2500 emplois Renault et 5300 prestataires dans l'Ingénierie et les fonctions tertiaires, pour les délocaliser en grande partie dans des pays où la main d'œuvre est moins chère.

Ces réductions d'effectifs se font aussi par une exploitation accrue des salariés avec comme objectifs une réduction d'un an de la durée de développement d'un nouveau véhicule en Ingénierie et de 10% le temps de son assemblage en Fabrication.

La direction de Renault affirme ne pas procéder à des licenciements, et réduire les effectifs par un plan de départs volontaires. C'est faux.

Des milliers de prestataires du Technocentre de Guyancourt ou du centre technique de Renault Lardy ont déjà été remerciés. Des salariés Renault voient leur poste supprimé. Ils sont alors invités à en trouver un autre ailleurs, alors que les opportunités en interne sont de plus en plus rares, ou à adhérer à un plan de Rupture Conventionnelle Collective. Ce plan de départs volontaires est en fait un plan social déguisé.

N'ayant pas assez de salariés « volontaires » au départ, la direction veut les externaliser de force dans d'autres entreprises, comme c'est le cas pour les salariés de la maintenance des moyens d'essais de l'Ingénierie. D'autres secteurs suivront si ce projet se réalisait.

Les salariés de la Fabrication sont tout aussi visés. L'activité de l'usine Renault de Douai est au plus bas, avec du chômage partiel, générant beaucoup d'inquiétude sur l'avenir des emplois. S'y ajoutent la mise en vente de nombreuses succursales Renault Retail Group (RRG) ou de la Fonderie de Bretagne, la fermeture de l'usine de Choisy, l'arrêt de l'assemblage final de véhicules à Flins... 4600 emplois doivent être supprimés dans le groupe en France, alors que l'Etat actionnaire de Renault laisse faire. Sans compter les nombreux plans sociaux parmi les fournisseurs, victimes de la politique agressive de la direction des achats de Renault, comme SAM, MBF, les Fonderies du Poitou... C'est une hécatombe.

Pour masquer cette casse sociale, Jean-Dominique Senard et Luca De Meo vont présenter lors de l'AG des actionnaires la stratégie du Groupe Renault en matière de Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE), qui serait sa nouvelle « Raison d'Être ». Ce seront par exemple des micro-crédits pour acheter des véhicules... devenus hors de prix pour une partie de la population. Car la direction de Renault se félicite en même temps d'avoir augmenté de 6 points le prix de vente de ses véhicules au 1^{er} trimestre 2021. Elle veut vendre des véhicules plus hauts de gamme, estimant que les marges sont trop faibles sur les petits véhicules. Dans une communication interne le 14 avril, Luca De Meo a livré le fond de sa pensée : « *on a besoin de faire de l'argent. Alors on va vers les gens qui ont de l'argent. On a cherché longtemps la partie la moins rentable du marché, et c'est pour ça qu'on en est là* ». Quel cynisme.

Les classes populaires sont les doubles victimes de la politique de la direction de Renault : en voyant s'écarter à la fois la possibilité d'avoir un emploi (voire en le perdant) et celle d'acheter un véhicule devenu trop cher.

Pour réduire les coûts, Luca De Meo demande aux salariés d'« *aller chercher chaque euro qui n'est pas nécessaire* ». Il pourrait commencer par balayer devant sa porte : sa rémunération annuelle de 6 millions d'euros, dont 75 000 actions gratuites, est une véritable provocation à l'heure où il impose une cure d'austérité aux salariés qui ne sont plus que des « *coûts fixes* » qu'il faut réduire.

L'obsession de De Meo, ce sont les agences de notation et la valeur de l'action Renault. Sa « *renaulution* », c'est à dire la baisse des effectifs, des capacités industrielles et du réseau commercial du groupe Renault, a

pour objectif principal l'augmentation de la capitalisation boursière de Renault. Pour SUD au contraire, ce ne sont pas les marchés financiers qui doivent imposer leur loi.

Les transitions énergétiques et technologiques doivent être créatrices d'emplois. Au lieu de se débarrasser des salariés dont le métier serait devenu obsolète, Renault doit mettre les moyens pour les reconvertir afin qu'ils gardent leur emploi. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, comme le montre un budget formation en stagnation.

La charge de travail doit être répartie équitablement entre tous les salariés et les sites du groupe Renault, et le temps de travail réduit afin d'assurer à tous un emploi et de bonnes conditions de travail.

Des mobilisations ont commencé parmi les salariés de l'Ingénierie Renault ou des fonderies. SUD Renault appelle à les amplifier et à les faire converger pour défendre nos emplois et nos conditions de travail.

L'Union Syndicale SUD du Groupe Renault, le 22 avril 2021

Contacts :

- Christian Morel : 06 84 15 73 06
- Jérôme Thierry : 06 80 05 98 73
- Laurent Van Den Berghe : 06 07 85 72 50